



SOMMAIRE

ENERGIE – CLIMAT

- Le Labour s'engage à accélérer la transition énergétique en cas de succès aux prochaines élections
- Le RU devrait investir plusieurs milliards de livres par an pour respecter l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050

ENVIRONNEMENT

- La filière automobile pourrait bénéficier d'1Md£ pour développer la mobilité électrique

TRANSPORT

- La SNCF souhaite fusionner Eurostar et Thalys
- Wrightbus, fabricant nord-irlandais d'autobus, a été placé en redressement judiciaire

NUMERIQUE

- Facebook va entraîner ses algorithmes à partir de vidéos de la Metropolitan Police
- Revolut conclue un nouvel accord avec Visa et s'apprête à recruter 3 500 nouveaux employés
- Uber autorisé à continuer à opérer à Londres pour deux mois seulement
- CGTN à nouveau dans la ligne de mire du régulateur britannique

SERVICES PROFESSIONNELS

- Les associés de PwC UK vont recevoir leur plus grosse augmentation de salaire depuis 10 ans
- Thomas Cook a été placé sous le régime des faillites le 23 septembre
- Le FRC envisagerait d'ouvrir une enquête sur la faillite de Thomas Cook

INDUSTRIE

- Les bénéficiaires 2019 d'IAG seront inférieurs de 6% à ceux de 2018
- JLR fermera ses usines britanniques pendant une semaine en novembre en vue d'un Brexit au 31 octobre

FAIT MARQUANT : CGTN à nouveau dans la ligne de mire du régulateur britannique.

Le régulateur britannique Ofcom (Office of Communications) a lancé quatre nouvelles enquêtes contre la chaîne de télévision chinoise. Depuis que CGTN a choisi la ville de Londres comme hub pour son expansion européenne, l'entreprise a eu plusieurs fois affaire avec l'Ofcom, pour avoir diffusé auprès du grand public des confessions faites sous la contrainte. Cette fois, ce sont les manifestations hongkongaises qui sont au cœur du problème. L'Ofcom reproche à la chaîne son manque d'impartialité, concrétisée par la diffusion d'interviews d'individus à Hong-Kong critiques des manifestations et soutiens du régime politique chinois. CGTN est d'ores et déjà interdite de publicité sur Twitter par crainte de diffusion de fausses informations sur les manifestations à Hong-Kong.

ENERGIE - CLIMAT

Le Labour s'engage à accélérer la transition énergétique en cas de succès aux prochaines élections – La principale annonce faite à l'occasion de la [Convention du parti travailliste](#) concerne l'objectif d'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2030 et non pas 2050 comme prévu actuellement dans la loi britannique. Cela implique de remplacer à court terme les 24M de chaudières à gaz par des technologies plus propres, la fermeture des centrales à gaz ou leur adaptation leur permettant de capturer et stocker du carbone et enfin une décarbonation rapide du secteur des transports. Cette annonce si elle a été bien accueillie par les ONG environnementales demeure peu réaliste pour le patronat britannique et nécessiterait des investissements considérables avec des suppressions d'emplois à

la clé dans les secteurs les plus intensifs en carbone. Un soutien massif à la mobilité électrique via notamment des prêts à taux zéro aux particuliers, à l'énergie éolienne offshore avec des financements publics à hauteur de 12M€ et une nationalisation envisagée des 6 principaux fournisseurs de gaz et d'électricité constituent les autres annonces d'importance.

Le RU devrait investir plusieurs milliards de livres par an pour respecter l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050 – Le Gouvernement britannique a missionné plusieurs experts de Vivid Economics (think tank) pour déterminer quel serait le coût de la neutralité carbone au RU. [Le rapport](#) indique qu'il serait nécessaire de retirer de l'atmosphère près de 130M tonnes de CO2 par an pour un coût qui avoisinerait d'abord quelques milliards de livres puis près de 20Md€/ an en 2050. Les secteurs de l'aviation, de l'agriculture et des industries lourdes seraient particulièrement concernés car ils continueront de constituer une grande partie des émissions britanniques. Le rapport plaide pour que le Gouvernement investisse massivement dans les technologies visant capter et stocker le carbone et demande aux industries les plus émettrices de compenser leurs émissions en investissant dans ces technologies. D'autres options visant à capturer le carbone comme la restauration des habitats, l'utilisation de certaines roches en grande quantité comme le basalte seraient aussi envisagées.

ENVIRONNEMENT



La filière automobile pourrait bénéficier d'1Md€ pour développer la mobilité électrique – La ministre de l'Economie, de l'Énergie et à la Stratégie industrielle, Andrea Leadsom a annoncé en amont de la Convention du parti conservateur que le Gouvernement [investirait 1Md€](#) pour soutenir la filière automobile électrique sans que des projets précis n'aient été identifiés à ce stade. Ces fonds pourraient toutefois financer, selon certaines sources, des projets de recherche et développement, ainsi que la fabrication de batteries et de moteurs électriques notamment. La ministre a indiqué qu'un changement serait nécessaire dans le modèle actuel basé sur le « *just in time* » laissant entendre que le transport de pièces via le tunnel et le port de Douvres après le Brexit allait devoir évoluer en favorisant notamment d'autres ports.

TRANSPORT



Wrightbus, fabricant nord-irlandais d'autobus, a été placé en redressement judiciaire – Wrightbus est notamment le fabricant de l'emblématique « *Routemaster* », autobus londonien rouge à deux étages, et constitue l'un des plus importants employeurs d'Irlande du Nord. Sa mise en redressement judiciaire a entraîné le licenciement de 1200 employés et certains syndicats craignent que, sur toute la chaîne d'approvisionnement, 1700 emplois supplémentaires soient menacés. Si Wrightbus a remporté une commande de 20 bus à hydrogène pour l'autorité organisatrice des transports de Londres, le groupe faisait face à des difficultés financières croissantes, que les deux vagues de licenciements de l'année dernière n'ont pas permis d'endiguer. En effet, alors que le groupe enregistrait des pertes, la société mère de Wrightbus, Cornerstone Group, a procédé à plus de 16 M€ de dons à des œuvres de bienfaisance entre 2012 et 2017. Une partie de ces dons a permis de financer l'expansion de *Green Pastures*, une église évangélique de Ballymena (Irlande du Nord) dirigée par Jeff Wright, fils du fondateur de Wrightbus. Ces dernières années, Ballymena a perdu plusieurs employeurs importants, notamment en raison de la fermeture de sites exploités par Michelin et par la société de tabac Gallaher. Dans ce contexte, certains députés travaillistes craignent que le groupe Deloitte, qui a été nommé administrateur, ne parvienne pas à trouver un repreneur sans un soutien explicite du gouvernement.

La SNCF souhaite fusionner Eurostar et Thalys – [le Conseil d'administration de la SNCF](#), actionnaire majoritaire d'Eurostar et du Thalys a lancé le projet de fusion des deux filiales de la SNCF. Le projet baptisé Green Speed vise à créer des synergies en rapprochant les deux réseaux, en simplifiant les correspondances et en proposant des billets « bout-en bout », l'objectif étant d'arriver à 30M de passagers transportés d'ici 2030. Ce projet de fusion qui devrait également générer des économies, s'il est accepté par les instances représentatives des personnels et par la

Commission Européenne ne devrait pas voir le jour avant 2 ans. La SNCF conservera la majorité du capital de la nouvelle entité.



Facebook va entraîner ses algorithmes à partir de vidéos de la Metropolitan Police – La police londonienne ouvre une partie de ses bases de données à Facebook pour que le réseau social américain entraîne ses algorithmes de modération automatisée de contenus en ligne. Facebook souhaite ainsi bloquer le plus rapidement possible toute nouvelle publication en direct de vidéos terroristes ou violentes, comme c'était arrivé lors de l'attentat de Christchurch. Les vidéos mises à disposition gracieusement par la Metropolitan Police de Londres comprennent des exercices de formation aux attaques terroristes et aux prises d'otages.

Revolut conclue un nouvel accord avec Visa et recrute 3 500 nouveaux employés – La fintech britannique évaluée à plus de 1,7 mds\$ s'est mise d'accord avec le géant des paiements Visa pour offrir ses services dans huit nouveaux pays dont le Brésil, le Japon, la Russie et les Etats-Unis d'ici la fin de l'année, ainsi qu'en Amérique Latine et en Asie à partir de 2020. A ce jour, 75% des cartes Revolut sont labellisées Visa. A contrario, son concurrent principal au Royaume-Uni, Monzo, délivre des cartes en partenariat avec Mastercard. Pour parvenir à ses fins, Revolut prévoit d'élargir ses effectifs de 1 500 à 5 000 personnes d'ici l'été prochain. Ses ambitions d'expansion dépendent de l'obtention par l'entreprise des approbations réglementaires nécessaires à l'ouverture de chaque nouveau marché. Revolut a déjà été visée par une enquête du régulateur britannique (FCA) sur le mauvais fonctionnement d'un de ses outils de conformité interne censé empêcher les transactions jugées suspectes.

Uber autorisé à continuer à opérer à Londres pour deux mois seulement – L'entreprise de VTC nord-américaine n'a pas convaincu Transport for London, en charge de délivrer les licences qui autorisent les entreprises de VTC à fonctionner à Londres. Alors que la concurrence grandit sur le marché londonien (Ola, Kapten, Bolt), Uber se voit contraint de régler des problèmes de sécurité et d'assurance avant qu'on lui délivre une licence d'opération sur le long-terme (cinq ans au maximum). Uber est par ailleurs en froid avec HMRC (impôts britanniques) pour une TVA impayée d'1 mds£, contestée par l'entreprise.



Les associés de PwC UK vont recevoir leur plus grosse augmentation de salaire depuis 10 ans – Les associés ont vu leur rémunération croître de 7 % en moyenne cette année à hauteur de 765 000 £ sur juin 2018-19, en dépit du ralentissement de la croissance des bénéfices du cabinet et des critiques répétées sur la détérioration de leurs audits. La croissance des bénéfices du cabinet devrait être quasi-nulle l'année prochaine, notamment en raison des investissements conséquents consacrés au renforcement de la qualité des audits, au développement – coûteux – d'outils d'intelligence artificielle et de l'engagement pris par PwC en janvier de ne plus proposer de prestations de conseil « non essentielles » aux groupes du FTSE 350 qu'ils audient. Les associés de Deloitte ont également bénéficié de leur plus grosse augmentation depuis 10 ans cette année.

Thomas Cook a été placé sous le régime des faillites le 23 septembre – Le voyageur Thomas Cook (21 000 emplois dans 16 pays dont 9 000 au RU) a été placé en faillite après le rejet d'un plan de recapitalisation de 900 M£ par les actionnaires et les créanciers du groupe et le refus de l'État de sauver l'entreprise avec des fonds publics. La mise en liquidation de Thomas Cook (dette nette estimée à 1,2 Md£, pertes de 1,6 Md£ au S1 2019) est le résultat d'une conjonction de facteurs tant conjoncturels (instabilité politique au Moyen-Orient, Brexit, baisse de la livre sterling, coût du kérosène, canicule de l'été 2018 en Europe) que structurels (recours croissant aux opérateurs en ligne, concurrence accrue dans le *low cost*, endettement, surcapacité de l'offre aérienne sur le marché britannique). 600

000 clients dont 10 000 français et 150 000 britanniques doivent être rapatriés dans l'urgence – la plus grande opération de rapatriement depuis la seconde guerre mondiale – d'ici au 6 octobre.

Le FRC envisagerait d'ouvrir une enquête sur la faillite de Thomas Cook – Le régulateur comptable a [indiqué](#) réfléchir à ouvrir une enquête sur la [faillite](#) de Thomas Cook conjointement avec l'*Insolvency Service* – service du BEIS chargé de l'administration des procédures de liquidation en cas de suspicion de fraude – afin de déceler la présence éventuelle de manœuvres comptables frauduleuses. L'enquête, qui viserait EY et PwC – les deux cabinets d'audit historiques du groupe – aurait notamment pour objectif d'expertiser la nature des charges comptablement enregistrées comme exceptionnelles ainsi que le traitement des dépréciations d'actifs et l'analyse faite de la soutenabilité de la dette.



Les bénéfices 2019 d'IAG seront inférieurs de 6% à ceux de 2018 – Alors que les estimations d'IAG, maison mère de British Airways, prévoient que les bénéfices de 2019 soient égaux à ceux réalisés en 2018 (3,49Md€), IAG, a annoncé qu'ils seraient inférieurs de 215M€ à ceux de 2018. La compagnie indique que cette baisse est le résultat des perturbations engendrées par la grève des pilotes de 48h, les 9 et 10 septembre derniers. En effet, l'impact financier de la grève – la première de l'histoire de British Airways – serait proche de 137M€, notamment en raison de l'annulation de 2325 vols. D'autres perturbations, notamment des menaces de grève à l'aéroport d'Heathrow, pourraient coûter 33M€ supplémentaires. Le groupe aérien a également signalé que les tendances baissières des réservations sur ses compagnies *low cost*, Vueling et Level, seraient responsables des moindres résultats du groupe à hauteur de 45M€. Cette annonce sur les niveaux de bénéfices intervient alors que l'association représentant les pilotes britanniques, la *British Airline Pilots Association*, a annulé la tenue d'une troisième journée de grève, le 27 septembre, et demande à reprendre les négociations salariales. IAG a de son côté déclaré que son offre d'augmentation des salaires de 11,5% sur trois ans n'était pas négociable.

JLR fermera ses usines britanniques pendant une semaine en novembre en vue d'un Brexit au 31 octobre - Afin de réduire les perturbations sur sa chaîne d'approvisionnement dans les jours qui suivront le Brexit, Jaguar Land Rover, fermera temporairement ses sites de Halewood, Castle Bromwich, Solihull, ainsi que son usine de moteurs à Wolverhampton. JLR, qui importe près de 20M de pièces par jour, n'est en effet pas en mesure de stocker l'ensemble des composants nécessaires à la fabrication de ses véhicules. Le groupe avait déjà temporairement fermé ses usines en avril, en anticipation d'une sortie au 31 mars, et estime que si le Brexit était une nouvelle fois reporté, il lui serait compliqué de procéder à une nouvelle fermeture de sites. La *SMMT*, organisation représentant l'industrie automobile britannique, indique que les constructeurs automobiles britanniques ont dépensé 330 M£ en mesures de préparation au *no deal*. Le Brexit intervient dans un contexte incertain pour JLR, qui a prévu un plan de réduction des coûts de 2,5Md£ et la suppression des 4500 emplois afin d'améliorer ses niveaux de rentabilité. Alors que la demande pour les voitures Jaguar ralentit, JLR a par ailleurs annoncé que son usine d'assemblage de Castle Bromwich serait fermée pour une durée plus longue qu'initialement anticipée, afin de moderniser l'infrastructure du site. Cette usine, qui a vocation à construire des modèles électriques et hybrides à partir de 2020, devrait bénéficier d'un investissement à hauteur d'1Md£.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel (énergie, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



Contact : Christian Fatras, Conseiller économique, christian.fatras@dgtresor.gouv.fr



Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)